



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS MARS 2023

Numéro 009



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

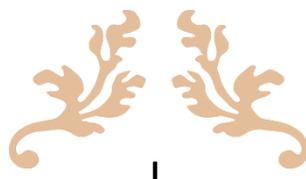
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°009 Mars 2023

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Maitre-assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Maître-assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences
Études germaniques,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.org cerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-BATCHANA Essohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-AKROBOU Agba Ezéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-CAMARA Moritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

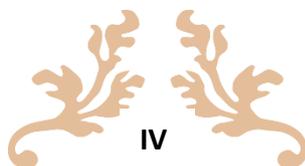
-GUESSAN Benoit, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-N'Guessan Mohamed, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-Ernest YAOBI, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

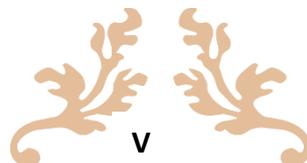
-GOLE Antoine, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-BAMBA Abdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Ladislav NZE BEKALE

Les défis et les enjeux des lignes directrices relatives à la gouvernance foncière de l'Union Africaine.....7-19

KOUASSI Bahtey Boussou Ghislain

Du chevauchement de deux institutions d'intégration en Afrique de l'Ouest: La CEDEAO et l'UEMOA.....20-34

Mamadou Adama GAYE

Le Fleuve Sénégal au cœur des enjeux géopolitiques : Continuité naturelle ou limite géographique.....35-46

Amon Guy Serge ATCHIE

Les premiers contacts des Portugais avec les Africains de la côte ouest-africaine47-59

Dr. POGOROWA Jérémie

Le désenchantement du discours de l'émergence au Burkina Faso (2005-2014).....60-70

OUATTARA Brahim

Le Carnaval comme moyen de résistance à la perte de l'Africanité des descendants d'enclaves noirs d'Amérique : Du XV^e au XX^e Siècle.....71-85

Dr. Nathanaël T. Niambi

La Chine en Afrique : Diplomatie de la Covid-19.....86-100

Mohamadou Mountaga DIALLO & Mamadou Bouna TIMERA

La gestion des frontières, entre politique institutionnelle et pratiques des populations : L'enjeu de la coopération transfrontalière ? Cas du Sénégal et de ses voisins).....101-117

Dr. NOUMBISSIE TCHAMO Daniel B.

Le concept de Communauté Internationale, sans ou avec l'Afrique ? : Entre approches réaliste et libérale.....118-134

Kando Romaric KAPIEU

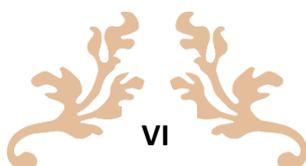
Rivalité Asec-Africa et catégorisation identitaire en Côte d'Ivoire de 1947 à 1993135-146

Emmanuel NDZENG NYANGONE

L'Africanisation de la Diplomatie de la Paix : Etude de cas des bons offices gabonais en Afrique (1977-2008).....147-163

Dr AMEWOUI-EKUE-ADJOKA Folly Mawussey G.

Analyse critique des relations franco-africaines à l'ère de la « Coopération»164-175





Le désenchantement du discours de l'émergence au Burkina Faso (2005-2014)

Dr POGOROWA Jérémie

Université Saint Thomas d'Aquin (Ouagadougou)

pjeremie74@yahoo.fr

Résumé

Dans l'histoire politique du Burkina Faso, le discours de l'émergence n'avait jamais été aussi présent que dans la décennie précédant l'insurrection populaire d'octobre 2014. Emergence décrétée pour l'« horizon 2025 » par les uns, impossible et utopique pour les autres. Cette notion a fait l'objet de calculs politiques dans l'action gouvernementale et occupé l'espace médiatique ; elle a été utilisée par le pouvoir de Blaise Compaoré, diffusée par certains médias, critiquée et même rejetée par l'opposition politique. Le vent de l'insurrection populaire d'octobre 2014 semble avoir emporté sur son passage cette notion qui a pratiquement disparu de l'espace médiatique et de l'arène politique burkinabè. L'objectif de cette recherche est d'examiner les usages et les usagers de ce mot, ainsi que les représentations sociales véhiculées dans le paysage politique burkinabè. La mise en circulation de ce mot, au Burkina Faso, s'inscrit dans un contexte général où plusieurs États africains ont affiché leur aspiration commune à l'émergence. L'analyse révèle d'abord deux formes opposées du discours de l'émergence, qui ont non seulement assuré son succès politique mais aussi créé des clivages politiques. Ensuite, il ressort que la disparition de ce mot est fonction de la volatilité du discours politique et des hommes politiques.

Mots clés : émergence, développement, politique, discours, pouvoir, économique, opposition.

Abstract

In the political history of Burkina Faso, the discourse of emergence had never been as present as in the decade preceding the popular insurrection of October 2014. Emergence decreed for "2025" by some, impossible and utopian for others. This notion has been the subject of political calculations in government action and occupied the media space; It was used by the power of Blaise Compaoré, disseminated by certain media, criticized and even rejected by the political opposition. The wind of the popular insurrection of October 2014 seems to have taken this notion in its path which has practically disappeared from the media space and the burkinabè political arena. The objective of this research is to examine the uses and users of this word, as well as the social representations conveyed in the burkinabè political landscape. The circulation of this word, in Burkina Faso, is part of a general context where several African States have displayed their common aspiration to emergence. The analysis first reveals two opposing forms of the discourse of emergence, which not only ensured its political success but also created political divisions. Then, it emerges that the disappearance of this word is a function of the volatility of political discourse and politicians.

Keywords: emergence, development, politics, discourse, power, economics, opposition.

Introduction

Pendant près d'une décennie, le mot « émergence » a été utilisé dans le discours politique au Burkina Faso avant de disparaître. Cette recherche porte sur les usages et les usagers de ce mot dans le discours politique et l'espace médiatique burkinabè de 2005 à 2014. En effet, c'est en 2005 qu'apparaît ce mot lors de la réélection du président Blaise Compaoré pour son troisième mandat; ce mot a été utilisé comme slogan politique avant de disparaître en 2014 avec l'insurrection populaire qui a entraîné la chute du régime Compaoré. Ainsi le discours de l'émergence au Burkina Faso a été promu par le pouvoir de Blaise Compaoré et valorisé, surtout dans le tournant de l'élection présidentielle de 2005 et de 2010.

En effet, le débat politique est fonction de l'actualité; il se révèle plus intense en périodes électorales. Il en fut ainsi du discours de l'émergence. L'usage de ce mot a été nourri de représentations sociales et politiques qui ont identifié l'émergence au développement économique.

L'émergence était essentiellement un discours gouvernemental qui a fixé pour le pays un horizon à atteindre et qu'il a cherché à convaincre l'opinion publique qu'on était en marche vers un stade de développement économique qui s'appelle « émergence ». Or, le concept d'émergence en économie politique est un concept imprécis pour dire le développement.

D'après D. Péclard et ses collègues (2020, p. 10), ce terme « brille par sa polysémie, son manque de clarté, et la diversité des critères censés permettre de franchir le seuil qu'il instaure ». J. Sgard (2008, p. 2), quant à lui, se demande si l'émergence est un concept défendable en sciences sociales, après avoir indiqué que la notion de « pays émergent » est mouvante, aussi bien

dans le discours public que dans celui des sciences sociales. Pourtant si le contenu est incertain, le concept se vend bien au Burkina Faso entre 2005 et 2014 et en Afrique aujourd'hui encore.

L'objectif de cette recherche n'est pas de dresser un bilan des succès et des échecs des politiques de l'émergence au Burkina Faso, ni de mesurer l'écart entre le discours et la réalité de l'usage de ce concept. Il ne s'agit pas d'une évaluation de l'émergence mais d'une évaluation du discours de l'émergence. Il s'agit d'analyser le discours de l'émergence à la fois en tant que construction discursive de la réalité et révélateur de dynamiques concurrentielles et de jeux politiques.

Sur le plan méthodologique, cette recherche est guidée par une question centrale : quelles significations et représentations politiques ont été véhiculées par les usages du mot « émergence » au Burkina Faso ? Afin de répondre à cette question, une analyse principalement qualitative du contenu des usages et des usagers de ce mot dans le discours politique burkinabè a été le principal outil utilisé. Il s'est agi essentiellement des différents discours du président Blaise Compaoré et des déclarations des membres du gouvernement ou des acteurs politiques de l'opposition.

Cette méthode semble la plus appropriée à employer dans le contexte de cette étude. En effet, il existe dans le site web du gouvernement une vingtaine de discours du président du Faso et dans le quotidien privé *Le Pays*, une cinquantaine de déclarations et de prises de parole d'acteurs politiques sur le sujet de l'émergence. Le choix du journal *Le Pays* se justifie par le fait qu'il est un journal d'information qui tente de garder une position médiane et où les différentes tendances politiques semblent trouver un lieu commun d'expression et de

débat. Certes, il reste que l'analyse d'un corpus de presse requiert toujours une certaine vigilance scientifique. Dans tous les cas, c'est moins la tendance politique du journal qui nous occupe que le contenu des déclarations des acteurs politiques sur le thème de l'émergence.

Cette recherche est une approche compréhensive d'un phénomène social et politique, où il s'agit d'appréhender des usages collectifs d'une notion à laquelle on attribue collectivement un ensemble de perceptions et de représentations politiques. L'hypothèse qui a guidé ce travail repose sur l'énoncé selon lequel, à travers ses usages et usagers, le mot « émergence » apparaît comme un concept révélateur de clivages politiques et descripteur de l'aspiration au développement économique.

Les usages et les usagers de ce mot véhiculent l'idée qu'il serait comme l'instrument-type du processus de développement économique. L'émergence souhaitée a été ainsi représentée comme une réalité tangible et uniforme qui posséderait en soi, comme par essence, les vertus du développement. Pourtant, l'analyse montre comment les usages politiques de ce mot mouvant ont contribué davantage à la création des clivages politiques qu'au dévoilement de son contenu.

1. Formes et significations du discours de l'émergence

1. 1. L'émergence comme outil politique du pouvoir

C'est dans sa déclaration de candidature à l'élection présidentielle de 2005 que Blaise Compaoré a invité, pour la première fois, le peuple burkinabè à bâtir ensemble « un Burkina Faso émergent ». Puis la même année, à l'occasion de la fête nationale, le 11 décembre, il

annonçait des transformations majeures visant à « faire du Burkina Faso un pays émergent ». Son investiture le 20 décembre 2005 fut l'occasion d'inviter à nouveau le peuple burkinabè à se tourner « résolument vers l'avenir [...] pour occuper une place de choix au sein des nations émergentes ». L'ambition affichée ici est grande. Le 11 décembre 2006, il a rappelé l'urgence « d'assurer au Burkina Faso, les conditions de succès de son aspiration historique comme pays émergent ». Mais c'est surtout à l'élection présidentielle de novembre 2010 que le discours de l'émergence va connaître son essor : « Bâtir ensemble un Burkina émergent » fut alors non seulement le slogan mobilisateur, mais aussi la dénomination de son projet de société.

Ainsi, un ensemble d'expressions vont être constamment mobilisées afin de contribuer au renforcement de la rhétorique de l'émergence : « la concrétisation de notre ambition commune de bâtir un Burkina Faso émergent », « l'avènement d'un pays économiquement émergent », « la construction d'un Burkina émergent », « la construction de l'émergence », « l'édification d'un Burkina émergent », « des chantiers ouverts pour l'émergence du Burkina Faso », « l'aboutissement des grands chantiers ouverts pour l'émergence du Burkina Faso », etc. Tout cela vise à inscrire le peuple dans une sorte de représentation de l'émergence où on semble faire davantage appel aux émotions qu'à la raison. Dans cette aspiration à une grandeur fantasmée, on fait rêver le peuple en lui attribuant la responsabilité de faire advenir l'émergence.

Ce mot a été décliné dans le discours gouvernemental et scandé lors des rassemblements populaires organisés par le parti au pouvoir. Dans ce contexte, le critère principal pour proclamer l'émergence était l'existence d'une croissance

économique soutenue (M. Gazibo, O. Mbabia, 2018, p. 7). Ainsi le mot « émergence » a été quasiment perçu comme synonyme de développement économique. Mais puisque le mot « développement semble terni par le fardeau de ses échecs répétés », on a préféré celui de l'émergence (G. Magrin, 2015, p. 110).

L'émergence était devenue une « véritable croyance » (M. Gazibo, O. Mbabia, 2018, p. 7) comme en témoignent ces expressions de certains ministres du gouvernement de Compaoré : le premier ministre, Luc Adolphe TIAO, affirme : « Je crois fermement en l'émergence du Burkina » ; le ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation, Toussaint Abel Coulibaly, déclare : « J'ai foi en un Burkina Faso émergent ». L'émergence était comme « une prière incantatoire dont la répétition incessante tiendrait » le peuple dans une sorte de rêve d'un lendemain meilleur (D. Péclard *et al.*, 2020, p. 10). Ainsi s'est opéré un processus de mythification de l'émergence.

Le discours de l'émergence s'est orienté ensuite sur les jeunes en particulier comme terreau de construction de l'émergence. Cette catégorie sociale est présentée comme un vecteur possible de l'émergence, comme en témoignent ces appels incessants : « la jeunesse, une nouvelle responsabilité citoyenne pour un Burkina émergent », « renforcer les investissements en faveur de la jeunesse pour un Burkina émergent », « accélérer l'autonomisation des jeunes pour l'émergence du Burkina », « les jeunes sont le socle de l'émergence du Burkina », etc.

Le discours de l'émergence s'est porté également sur le développement de l'agriculture et la réalisation des infrastructures. Ces deux secteurs sont présentés comme prioritaires dans la construction de l'émergence.

Le Pays du 14 septembre 2011 indique que « le gouvernement a fait de l'agriculture sa priorité dans le cheminement vers le Burkina émergent ». L'aéroport de Donsin¹, qui n'était alors qu'un projet, est présenté dans *Le Pays* du 11 janvier 2012 comme « un outil pour l'émergence du Burkina ».

Ces résultats de l'enquête montrent que le mot « émergence » est d'abord porté par le président Blaise Compaoré, avant d'être relayé par les membres de son gouvernement. Ainsi le discours de l'émergence est essentiellement un discours du pouvoir. C'est à cela que l'émergence doit son succès politique.

L'usage de ce mot s'est installé dans l'opinion publique par sa prégnance dans le discours gouvernemental : sa singularisation par le pouvoir de Blaise entretenait l'idée de son exemplarité et, partant, son usage possible comme modèle pour penser le développement (P. Bacot *et al.*, 2008, p. 3).

Cette modélisation de l'émergence comme principe de développement économique était mise en avant partout à travers le pays. Sa récurrence semblait guider par l'idée selon laquelle l'émergence serait l'horizon qui garantirait le développement économique et social du Burkina Faso. L'émergence souhaitée et attendue était ainsi présentée par le pouvoir de Blaise Compaoré comme une réalité tangible et uniforme qui posséderait en soi les vertus du développement. D'après la majorité présidentielle, l'émergence semblait suffire, à elle seule, à exprimer la représentation de l'aspiration au développement ; le recours à ce mot était guidé par une signification et un horizon donné à l'action gouvernementale.

¹Les travaux de construction de cet aéroport n'ont été lancés qu'en novembre 2017 et ils se poursuivent encore.

Appréhendée comme un stade de la croissance, on lui attribuait une échéance : « l'horizon 2025 ». Mais cette course s'est confrontée à la réaction de l'opposition politique.

1. 2. L'émergence tournée en dérision

Le discours de l'émergence véhiculé par le pouvoir de Blaise Compaoré s'est heurté à la réaction de l'opposition politique. Ce fut d'abord une attitude d'évitement de certains et ensuite une réaction de dérision par d'autres. Ainsi, des leaders de l'opposition comme Zéphirin Diabré, Arba Diallo, vont refuser purement et simplement de prononcer le slogan « Burkina émergent » et même de parler de l'émergence du Burkina Faso. Dans *Le Pays* du 20 au 22 janvier 2012, Ablassé Ouédraogo a tourné en dérision le discours de l'émergence en ces termes : « un Burkina émergent ! ça me fait sourire » ; et il a rappelé alors qu'en 2011, selon l'indice de développement humain (IDH), le Burkina Faso occupait la 181^{ème} place sur 187 pays. Puis il en a tiré la conclusion suivante : « c'est avec ça que l'on pense qu'on peut devenir émergent ».

Dans *Le Pays* du 14 au 15 août 2012, le projet de Blaise Compaoré, « Bâtir ensemble un Burkina émergent », a été qualifié de « slogan fallacieux et inefficace » qui n'a « de résonance que dans le milieu des responsables » du parti au pouvoir. C'est dans *Le Pays* du 22 novembre 2011 qu'est faite une critique du bilan de la première année de la gouvernance de Blaise Compaoré, après sa réélection en 2010 :

L'émergence se fait attendre : le 21 novembre 2010, Blaise Compaoré était réélu président du Faso avec plus de 80% des suffrages exprimés. Il avait alors déclaré aux Burkinabè que le Burkina Faso sera un pays émergent. Un an après, on ne peut pas dire qu'on a vu les étincelles de

démarrage de la fusée Emergence [...]. Si l'édifice de l'émergence veut se construire sur du sable, il s'écroulera. Mais sur un roc fait de l'alliage démocratie-justice-libertés-confiance, même les plus sceptiques contribueront à faire du Burkina Faso, non plus un pays émergent, mais un pays émergé.

Ces propos n'expriment pas une opposition ni même un rejet de l'émergence comme programme politique, mais vise plutôt à émettre une critique sur le décalage entre le discours et la réalité, entre ce qui est perçu comme une « course lexicale » et les problèmes de démocratie, de justice et de liberté. Son auteur suggère que l'émergence ne soit pas scandée comme une solution économiquement isolée, mais qu'elle s'incarne comme une réalité qui prend en compte les défis sociaux tels que la santé, l'éducation, la démocratie, la justice, etc.

L'émergence serait alors à envisager comme un phénomène multidimensionnel. Autrement dit, il s'agit de donner un contenu social, humain et politique au discours de l'émergence. D'après l'opposition politique, ce mot tel qu'il apparaît dans le discours des tenants du pouvoir, semblait sonner comme une notion creuse, un slogan exploitable et exploité politiquement par le pouvoir de Blaise : « comment faire du Burkina un pays émergent en se privant des valeurs d'ardeur au travail, d'épargne, d'endurance, de persévérance nécessaires à cet effet ? », s'interroge *Le Pays* du 11 avril 2012.

Pour nombre d'opposants, cette course à l'émergence décrétée par le pouvoir de Blaise n'avait d'autre but que de détourner l'attention de l'opinion publique de la question de l'alternance qui était en débat en ce moment au Burkina Faso : « émergence, d'accord, mais dans l'alternance ». Il s'agissait alors d'une dynamique concurrentielle entre deux

types de discours : d'une part le discours de l'alternance conduit par l'opposition politique et certaines organisations de la société civile et, d'autre part, celui de l'émergence porté par le parti au pouvoir.

Dans les deux cas, les usages et les usagers étaient différents, voire opposés. Pour le parti majoritaire, il s'agissait d'éviter tout discours de l'alternance revendiquée par l'opposition. Dans un parcours systématique des discours du président Blaise Compaoré², on n'y fait guère mention du mot « alternance ». En revanche, cette stratégie d'évitement s'est exprimée par une substitution de la notion d'émergence à celle d'alternance. C'est pourquoi, l'émergence comme une notion concurrente à celle d'alternance fut critiquée voire rejetée par l'opposition politique.

2. L'émergence comme discours politique

2. 1. La course vers l'émergence, un phénomène à la mode en Afrique

Le discours de l'émergence qui s'est développé au Burkina Faso ne peut être mieux appréhendé que si on le situe dans le contexte général de l'Afrique au début des années 2000. D'après D. Péclard et ses collègues (2020, p.10), au début des années 2006, l'Afrique était d'abord diagnostiquée comme un « continent sans espoir ». Une décennie plus tard, à la faveur de la croissance économique enregistrée dans plusieurs pays, l'Afrique est présentée comme un « continent plein d'espoir », affichant la « croissance la plus rapide au monde ».

Ce taux de croissance économique qu'ont connu nombre de pays africains, devient alors l'argument principal de l'afro-optimisme entre 2006 et 2014 (G. Magrin, 2015,

p. 110). C'est dans ce contexte que le discours de l'émergence a pris son essor un peu partout en Afrique, parce que la croissance qu'il met en lumière semble fonder sur une réalité macroéconomique tangible³ (P. Jacquemot, 2016; N. Kaba *et al.*, 2017).

L'émergence, synonyme de développement économique, est alors construite comme un discours de rupture : rupture par rapport aux années d'ajustement structurel, rupture dans l'affirmation d'une Afrique ne laissant désormais plus « à d'autres » le soin et le privilège de lui dicter ses priorités en termes de développement économique et social » (D. Péclard *et al.*, 2020, p. 13). C'est comme si les pays d'Afrique avaient décidé de reprendre en main leur propre développement à travers une appropriation massive de la notion d'émergence. Ainsi, sur 54 pays africains, 37 ont élaboré un plan d'émergence (A. Mar Dieye, 2017) : « Plan Sénégal Émergent », « Gabon Émergent », « Burkina Émergent », « Vision Kenya 2030 », etc.

Ainsi les pays d'Afrique, après avoir été définis comme pays sous-développés, puis comme pays en voie de développement, semblent décidés à se définir eux-mêmes désormais comme « pays émergents » ; et la vision qui transparaît dans la plupart de ces plans est essentiellement économique (M. Gazibo, O. Mbabia, 2018, p. 7).

En Afrique, l'émergence est devenue le nouveau référentiel des politiques publiques de développement (Y. Hamadou Daouda, 2019, p. 122; A. Piveteau, E. Rougier, 2010). Elle est définie comme « un processus de transformation économique soutenue qui se traduit par des performances aux plans social et humain, et qui prend place dans un contexte politique et institutionnel stable susceptible d'en assurer la

²Ceux mis en ligne sur le site de la présidence du Faso, depuis 2004 à 2014.

³En 2011, cette croissance était de 5% au Burkina Faso

soutenabilité» (M. Gazibo, O. Mbatia, 2018, p. 9).

La circulation de ce mot au Burkina Faso trouve ainsi son sens et sa raison d'être dans un contexte largement africain. C'est dans ce sens qu'en janvier 2019, s'est tenue à Dakar la troisième édition de la Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique. D'après D. Péclard et ses collègues (2020, p. 9), cette rencontre « africaine » a laissé voir la place que le terme « émergence » occupe depuis deux décennies déjà dans les débats sur le développement en Afrique. Ces auteurs font remarquer que « les stratégies d'émergence [...] semblent converger vers deux points : le retour en grâce de la planification comme outil de gouvernement et le rôle de l'État comme moteur du développement » (D. Péclard *et al.*, 2020, p. 14).

En effet, dans le cas burkinabè en particulier comme dans celui africain en général, l'État s'est imposé comme le promoteur du discours de l'émergence et l'initiateur des programmes et plans d'émergence. Cela a donné ce que D. Péclard et ses collègues (2020) ont appelé les « États d'émergence » en course pour rejoindre le rang des « pays émergents ».

L'expression « émergence » serait d'ailleurs apparue dans les années 1980 avec l'essor des fameux « marchés émergents » dans les pays en développement. On a parlé alors des « pays émergents » pour désigner des « pays qui n'ont pas encore rejoint le niveau de développement des nations les plus développées, mais qui connaissent une croissance économique rapide et une amélioration de leur niveau de développement humain » (O. Nay, 2011, p. 408).

C'est sur ce critère de la croissance que se sont basés nombre de pays africains pour décréter leur marche vers l'émergence. Pourtant, les critères de l'émergence évoluent, de sorte que, l'appartenance au groupe des « pays émergents » n'est pas figée. D'après J. Sgard (2008, p. 2), la notion de « pays émergent » est elle-même mouvante, de sorte qu'on peut « mettre en question la pertinence de ce terme, qui semble classer bêtement les pays selon qu'ils sont devant, derrière ou entre les deux », alors qu'une « variété immense de caractères lui échappe ».

La prégnance du discours de l'émergence rappelle la notion de développementalisme (ou développementisme), une croyance en l'idéologie du développement, c'est-à-dire une politique volontariste en vue d'établir une prospérité pour tous. L'émergence ainsi perçue sous l'angle du développement économique est présentée « comme une voie incontournable commune où doivent s'engouffrer tous les peuples plus ou moins en retard » (M. Marzouki, 2011, p. 72).

Dans cette course, on croit au dogme du développement qui pourrait être atteint à un horizon défini par chaque pays. Aussi l'émergence s'inscrit-elle dans une démarche prospective, de réhabilitation de la planification volontariste. D'après Y. Hamadou Daouda (2019, p. 123) « l'engouement pour les stratégies d'émergence conduit plusieurs États à rédiger des plans émergence » qui reflètent une vision prospective du développement.

Les usages de ce mot au Burkina Faso visaient à l'imposer comme l'instrument-type du processus de développement. La victoire de l'émergence était pensée comme une garantie du développement économique et social du Burkina Faso. Ainsi sa singularisation par la majorité au

pouvoir entretenait l'idée de son exemplarité et, partant, son usage possible pour penser le développement au Burkina Faso. D'après le pouvoir de Blaise, l'émergence suffisait à elle seule à exprimer la représentation de l'aspiration au développement dont il se sentait investi ; l'émergence donnait une signification et un horizon à leur action politique.

Dans la même perspective, on attribuait à l'émergence une temporalité politique limitée, à savoir « l'horizon 2025 ». Cela témoigne du retour de la théorie évolutionniste qui postule l'existence d'un seul modèle de développement linéaire et d'un stade de progrès où convergeraient toutes les sociétés. Or, tout processus d'émergence ne peut être un processus achevé et ne concerner que certains pays que l'on situerait géographiquement au « Sud ». En effet, toute société, industrialisée ou non, développée ou en voie de développement, continue d'être marquée par des ruptures, des remises en question de consensus sociaux ; toute société continue d'être confrontée à des questions de fonctionnement de la démocratie, à des formes d'organisation du pouvoir politique en continuelle évolution (J.-J. Gabas, 2008).

Par ailleurs, si le développement ne peut être un stade abouti, il ne peut être non plus essentiellement fonction de l'adoption de plans ni de programmes gouvernementaux. En fait, l'émergence relève d'une multiplicité de dimensions et de l'atteinte de plusieurs objectifs sociaux.

2. 2. La volatilité du discours de l'émergence

Pour certains observateurs, l'émergence qui circule au Burkina Faso et en Afrique n'est qu'une question de discours politique, « une forme de réinvention des discours développementalistes aux contours de

prophétie autoréalisatrice » ; c'est ainsi que « les questions, les doutes et les critiques abondent à propos de la notion d'émergence et de la réalité qu'elle est censée décrire en Afrique » (D. Péclard *et al.*, 2020, p. 10).

L'émergence comme notion politique à la mode en Afrique, et récupérée par le pouvoir de Blaise, semblait placer le Burkina Faso parmi ces « États d'émergence » qui ambitionnent de rejoindre le rang des « pays émergents ». Ainsi, des formules telle que « parvenir à l'émergence », laissaient percevoir un horizon de croissance à franchir, un stade du développement économique et social à atteindre. L'ensemble de cette rhétorique, relevant plutôt de la phraséologie gouvernementale, cherchait à convaincre les gens qu'on était en marche vers l'émergence.

C'est pourquoi, pour de nombreux observateurs, l'émergence est un *buzzword*⁴, « un slogan et un discours que les gouvernants africains invoquent en espérant troquer dans l'esprit de leurs citoyens, les défaillances actuelles de leurs politiques publiques au profit de la promesse d'un avenir radieux » (M. Gazibo, O. Mbabia, 2018, p. 37).

C'est ainsi qu'au Burkina Faso, le discours de l'émergence est entré en concurrence avec celui de l'alternance à partir de 2009, à la veille de l'élection présidentielle de 2010. Certes, ces deux notions étaient concomitamment en usage dès 2005, mais celle de l'alternance avait une longueur d'avance sur celle de l'émergence.

Leur course concurrentielle a redessiné une nouvelle configuration de la classe politique en contribuant à renforcer les clivages. Ainsi, si pour l'opposition et certaines organisations de la société civile, le Burkina Faso

⁴Il s'agit de montrer ici que le mot « émergence » a été utilisé comme slogan pendant une certaine période.

était en marche vers l'alternance, en revanche, pour le pouvoir de Blaise, le pays avait pris le chemin de l'émergence. S'agissait-il vraiment de deux chemins différents, opposés, empruntés par deux catégories d'acteurs politiques différents ?

Dans les deux cas, il s'agissait bel et bien de montrer que le pays était en marche vers un stade nécessaire à la consolidation de son processus démocratique et à son développement économique. Apparemment l'objectif semblait donc être le même, tandis que les moyens et les chemins différaient, ainsi que les mots pour dire l'horizon recherché. Si donc, l'on s'en tient à la terminologie en usage, d'un côté, c'était l'alternance qui était recherchée et, de l'autre, c'était l'émergence qui était visée. L'opposition avait souvent laissé croire que l'alternance était la clé de la consolidation de la démocratie et donc du développement économique du Burkina Faso.

De son côté, la majorité présidentielle considérait l'émergence comme la condition pouvant garantir le développement économique du Burkina Faso et par la suite la consolidation de son processus démocratique. En définitive, on poursuivait le même objectif mais par des chemins différents ou présentés comme tels. D'un côté, c'était le chemin de l'alternance qui était préconisé comme moyen à cette fin, et de l'autre côté, c'était la voie de l'émergence qui était avancée comme indicateur de cette fin. En apparence, dans le discours politique, alternance et émergence fonctionnaient dos à dos puisque leurs usagers étaient opposés. La production du discours de l'émergence tout comme celui de l'alternance a évolué en fonction du contexte sociopolitique burkinabè.

Aussi a-t-on assisté progressivement à la disparition de ces deux mots avec l'insurrection populaire d'octobre 2014 qui a

consacré la chute du régime Compaoré.

En politique, comme dans d'autres domaines de la vie sociale, des mots circulent, marquent les esprits pendant un temps, puis disparaissent, parfois sans laisser de traces ; d'autres en revanche survivent plus longtemps. L'usage politique des mots est souvent circonstancié, limité dans le temps politique, alors que la réalité sociale à laquelle font référence ces mots reste pérenne. Une idéologie politique n'est pas un dogme immuable.

Les événements sociopolitiques dictent la conduite des acteurs politiques, modifient leur vision politique et orientent leurs choix politiques. Les hommes politiques sont constamment dans une dynamique de calcul, de jeu d'intérêt et travaillent à s'ajuster au mieux en fonction des opportunités et des contextes. Une idée défendue hier peut se révéler aujourd'hui caduque. L'usage des mots en politique évoluent ainsi que les hommes politiques. Cette volatilité des hommes politiques témoigne aussi de la volatilité de la vie politique elle-même et par-là, la volatilité du discours politique. L'étude du mot « émergence » utilisé pendant une décennie dans le discours politique burkinabè a permis d'observer le positionnement mouvant des acteurs politiques.

La disparition de la notion d'émergence de l'espace politique burkinabè amène à s'interroger sur la crédibilité des acteurs dans le recours à certains mots dans le discours politique électoraliste. Si la volonté politique d'aspirer à l'émergence est légitime, le matraquage politique qu'a connu ce mot peut surprendre par sa disparition. L'émergence fut une notion politique construite par le haut, c'est-à-dire par le pouvoir de Blaise Compaoré et projetée vers le bas en direction de la population pour qu'elle s'en approprie.

Cependant, elle n'a pas réussi à susciter une adhésion de la population malgré son succès politique dans le discours gouvernemental. Sans doute parce qu'elle se fondait sur les considérations macroéconomiques de la croissance dont les bénéfices n'étaient pas encore perceptibles par la population.

Au sujet de cette notion, on peut dire que le poids du politique a pris le dessus sur l'économie et le social, au point que ce mot était devenu un slogan politique vidé de son contenu économique comme fruit de la croissance. Dans cette dynamique rhétorique, l'usage politique de la notion d'émergence renfermait une dimension symbolique. En tant que discours politique, ils'agissait de produire un effet chez les jeunes et façonner leurs imaginaires.

Ce mot semblait sympathique, ouvert et suscitant l'espoir chez les jeunes. Son usage en politique visait une certaine efficacité; on nomme les choses de façon à produire un effet; ce mot avait un caractère performatif, dans la mesure où son usage suggérait l'idée d'un changement à venir et était donc porteur de rêves nourris. C'était une invitation à entrer dans l'ère de l'émergence ou, tout au mieux, à entretenir le désir de l'émergence. La parole politique n'est pas une parole définitive, elle est provisoire, susceptible d'évoluer, de changer en fonction des hommes et des contingences sociopolitiques.

Conclusion

L'émergence a été une notion dont l'usage fut abondant dans l'échiquier politique burkinabè entre 2005 et 2014. L'objectif de cette recherche a été de questionner les usages et les usagers de ce mot afin de dégager les formes possibles de discours ainsi que les significations et les représentations sociales véhiculées. Il s'est agi de montrer comment les usages et usagers de l'émergence ont contribué à faire de ce mot un concept révélateur de clivages politiques et descripteur de l'aspiration au développement économique.

Deux formes de discours ressortent ainsi de l'analyse de ce mot. Il s'agit d'abord du discours en faveur de l'émergence, porté par le pouvoir de Blaise Compaoré. Ce type de discours semble trouver sa raison d'être dans le contexte général d'États africains acquis à la cause de l'émergence depuis ces deux dernières décennies. Ensuite, et en opposition à cette première forme, s'est développé un autre type de discours, non pas de rejet de l'émergence mais de dénonciation du discours politique de l'émergence véhiculé par le pouvoir de Blaise.

Ces deux formes de discours apparaissent comme le reflet de clivages politiques. Pour les uns, le discours de l'émergence tire sa raison d'être de la croissance économique que connaît le pays (5% en 2011). Tandis que pour les autres, qui ne voient pas encore les fruits de cette croissance pour la population, ce slogan n'est qu'un projet fallacieux et politiquement instrumentalisé par le pouvoir de Blaise. Ainsi, à l'exaltation de l'émergence par les uns s'oppose sa mise en dérision par les autres.

Pourtant, l'explication du succès politique de ce mot au Burkina Faso pendant une décennie se trouve dans un contexte africain de montée

des « États d'émergence » en marche vers le stade des « pays émergents ». Apparu en substitution à la notion de développement, le mot « émergence » doit en partie son succès politique à sa nouveauté et à la rupture qu'elle entend établir avec l'ère des programmes d'ajustement structurel imposés par les institutions financières internationales autour des années 1980-1990.

Mais le succès politique est fonction du temps politique. D'où le problème de la pérennité de ce mot au Burkina Faso. Sa disparition avec la chute du régime Compaoré révèle la volatilité du discours politique.

Bibliographie

BACOT Paul, DOUZOU Laurent et HONORE Jean-Paul, 2008, « Chrononymes. La politisation du temps », *Mots. Les langages du politique*, 87, p. 5-12.

COMPAORE Blaise, 2010, *Bâtir ensemble un Burkina émergent. Programme quinquennal 2010-2015*, Ouagadougou.

GABAS Jean-Jacques, 2008, « La notion de développement », *Savoirs et politiques de développement. Questions en débat à l'aube du XXIème siècle*, dirigé par G. Vincent *et al.*, Paris, Karthala, p.45-64.

GAZIBO Mamoudou et MBABIA Olivier, 2018, *Index de l'émergence en Afrique 2017*, Montréal, PRAME & OBEMA.

HAMADOU DAOUDA Youssoufou, 2019, « Dynamiques, marqueurs et fragilités des trajectoires d'émergence en Afrique subsaharienne », *Mondes en développement*, 47 (186), p. 121-136.

JACQUEMOT Pierre, 2016, *L'Afrique des possibles. Les défis de l'émergence*, Paris, Karthala.

KABA Nialé *et al.*, 2017, *L'Afrique émergente: enjeux et potentialités*, Brinon-sur-Sauldre, Grandvaux.

MAGRIN Géraud, 2015, « L'Afrique entre "malédiction des ressources" et "émergence": une bifurcation? », *Revue Française de Socio-Économie*, Hors-série, p.105-120.

MAR DIEYE Abdoulaye, 2017, « Cross-sectional analysis of case studies of selected African countries' experience towards emergence: Stock-taking, lessons learned, and way forward », Second International Conference on the Emergence of Africa, (ICEA II), Abidjan, Côte D'Ivoire, March 28-30.

MARZOUKI Moncef, 2011, *Dictateurs sursis. La revanche des peuples arabes*, Paris, Ed. de l'Atelier.

NAY Olivier (dir.), 2011, *Lexique de science politique*, Paris, Dalloz.

PECLARD Didier, KERNEN Antoine et GUIVE Khan-Mohammad Gui, 2020, « États d'émergence. Le gouvernement de la croissance et du développement en Afrique », *Critique internationale*, 89, p. 9-27.

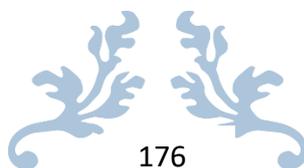
PIVETEAU Alain et ROUGIER Eric, 2010, « Émergence, l'économie du développement interpellée », *Revue de la régulation*, 7, 1er semestre, URL: <http://regulation.revues.org/index7734.html>.

SGARD Jérôme, 2008, « Qu'est-ce qu'un pays émergent, et est-ce un concept intéressant pour les sciences sociales ? », Contribution au colloque : *Emergences: des trajectoires aux concepts*, Bordeaux, 27-28 novembre 2008.

Numéro 009 Mars 2023
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°009 Mars 2023